

Le Parti de la Nation Occitane adhère à la démarche du Bien Commun

Samedi 10 octobre, réunion du "Bien Commun" à Toulouse en présence d'une délégation du PNO et de l'UFCR



Le Parti de la Nation Occitane adhère à la démarche du Bien Commun

Le samedi 10 octobre 2015 avait lieu à Toulouse une réunion réunissant des membres du collectif "hors-système" dit "**Le Bien Commun**". Étaient présents entre autres **Christophe Cavard** (Député du Gard), **Alexis Boudaud** (Conseiller Communautaire Grand Auch agglo), **Bérengère Noguier** (Conseillère Départementale du Gard), **des membres de l'Union des Forces Citoyennes et Républicaines (UFCR), du Parti de la Nation Occitane (PNO)**, des acteurs du milieu associatif et de simples citoyens en phase avec cette démarche.

Christophe Cavard souhaite que "**Le Bien Commun**" soit une coopérative politique et citoyenne où chacun apporte sa sensibilité et soit à l'écoute de l'autre : il dénonce la structure pyramidale du système politique que nous connaissons, une hiérarchie où les décisions partent du sommet pour être exécutées docilement par la base. L'idée est d'appréhender horizontalement les problématiques diverses : **le peuple, le citoyen sur le terrain doit pouvoir reprendre la parole pour proposer des solutions plus pragmatiques que celle de nos gouvernants coupés des réalités**. C'est une démarche à la fois humble et audacieuse qui parle à l'**UFCR, mouvement qui oeuvre à l'épanouissement des libertés individuelles et qui promeut la solidarité envers les plus fragiles**, mais également au **Parti de la Nation Occitane (PNO)**, dont les idées sont par nature à contre-courant de celles du modèle dominant uniformisateur et centralisateur imposé par, justement, le sommet de ladite structure pyramidale.

L'Union des Forces Citoyennes et Républicaines (UFCR) et le Parti de la Nation Occitane (PNO) se reconnaissent aujourd'hui dans ce projet qui souhaite rendre le pouvoir à "ceux de la base" : en effet, les citoyens authentiques sont parfaitement conscients de problématiques diverses qui échappent à la classe dirigeante.

centre de l'Occitanie et déborde un peu au Sud sur la **Catalogne**). Il y a aussi les problématiques des minorités sociales, culturelles ou ethniques, minorités dont les politicards ne semblent s'intéresser qu'à l'approche d'échéances électorales.

La déontologie du "Bien Commun" s'oppose donc à la démagogie de la classe politique dominante. Ainsi, plutôt que d'attendre un "retour" du corps politique de métier, il faut que les citoyens prennent en main leur propre destinée. C'est valable d'une manière générale pour les fondamentaux (**respect de l'Humain dans sa diversité ; égalité ; liberté individuelle ; respect de notre environnement**), ça l'est aussi plus spécifiquement pour **la récupération de l'identité Occitane historique de cette région**, identité laminée par un mode de pensée imposé "d'en haut", que l'on pourrait résumer par "l'égalité par l'uniformité" ; un mode de pensée qui paraît peut-être d'un bon sentiment mais dont l'application s'avère, rétrospectivement, être d'une absurdité totale et une erreur politique mortelle : les libertés individuelles les plus élémentaires en font les frais ! le déni d'une identité autochtone par le découragement de l'usage de la langue locale sous prétexte que la diversité pourrait être source de discrimination, donc d'inégalité entre citoyens, est clairement en porte à faux avec la déclaration universelle des droits de l'Homme : plus subtil que Franco en Espagne qui avait purement et simplement interdit aux adultes l'usage du catalan, la République Française s'est contenté de proscrire sa pratique aux enfants (scolarité obligatoire avec pour règle de base "il est interdit de cracher par terre et de parler patois"), créant ainsi plusieurs générations d'affiliée d'Occitans monolingues francophones.

Ainsi, tandis qu'en Espagne, par retour de balancier, la chute du franquisme s'est accompagnée par un engouement démocratique pour la récupération de la langue catalane, dans le même laps de temps, en à peine un demi-siècle, la république s'est appliquée à combattre la langue Occitane dont le nombre de locuteurs s'est réduit comme peau de chagrin, pour en arriver à la situation actuelle : le "Midi" est aujourd'hui majoritairement peuplé d'Occitans monolingues francophones (et fiers républicains de l'être). Vestige encore audible d'un antécédent occitan, "l'accent du Midi" est lui aussi en net recul au profit d'une prononciation normalisée neutre, continuité logique de la politique uniformatrice "jacobine" gouvernementale.

Le peuple à son mot à dire, et il a désormais un outil pour ça : Le Bien Commun.



Le Bien Commun, le Parti de la Nation Occitane (PNO) et l'UFCR à
Toulouse